



## DÉCISION N° M\_DEC2405\_049

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

**VU** le budget de l'exercice 2023 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122.22 ;

**VU** La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

### CONSIDÉRANT :

- que par requête, notifiée le 5 octobre 2023 à la ville de Montivilliers, Monsieur François HUSSON, domicilié au 7 place Aristide Briand 76290 MONTIVILLIERS, a déposé un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen contre l'arrêté du 11 août 2023 par lequel le Maire de la commune de Montivilliers a procédé au retrait de la déclaration préalable obtenue tacitement par Monsieur Husson ;

- que le requérant sollicite l'annulation de l'arrêté du 11 août 2023 précité pour des motifs tendant à l'incompétence de l'auteur de l'acte et au non-respect des dispositions du PLU ;

- qu'il convient de défendre les intérêts de la commune dans cette instance.

### DÉCIDE :

- **de défendre** les intérêts de la commune de Montivilliers dans cette affaire devant le tribunal administratif de Rouen et tous ordres ou degrés de juridiction ;

- **de désigner** à cette fin, Maître Benoît LE Velly, du cabinet EKIS AVOCATS, 157 boulevard de Strasbourg, 76600 LE HAVRE, pour représenter la commune de Montivilliers dans ces affaires ;

- **de conclure** à cette fin la convention d'honoraires.

Imputation budgétaire

Exercice : 2024

Opération :

Sous-fonction et rubriques : 090 interventions Economiques

Nature et intitulé : 6227 Frais d'actes et de contentieux

A Montivilliers,

**Par délégation du Conseil Municipal,**

**Le Maire,  
Jérôme DUBOST**

